



L'UCAD au cœur du premier satellite du Sénégal



Le Sénégal a lancé son premier satellite, Gaindesat1, le vendredi 16 août 2024. Dakar entre ainsi dans le club fermé des pays africains disposant de cet outil stratégique dans l'espace. Parmi les enseignants chercheurs, techniciens et ingénieurs mobilisés, beaucoup sont de l'Université Cheikh Anta Diop. En fait, ce projet est dirigé par un enseignant de l'UCAD, à savoir le professeur Gayane Faye qui officie à l'Ecole nationale supérieure des mines et géologie (ENSMG, ex-IST).

Il y a aussi deux enseignants de l'Ecole supérieure polytechnique (ESP) à savoir Ahmath Bamba Mbacké et Idy Diop du département informatique. Ils sont tous les deux membres du comité technique, un groupe de travail spécifiquement destiné à la conception et réalisation du satellite. Du côté de la douzaine d'ingénieurs et techniciens recrutés dans ce projet suite à une sélection rigoureuse, « une bonne moitié est issue de l'ESP ». Ce qui fait dire à l'enseignant Ahmath Bamba Mbacké que « l'Ucad a pleinement participé à ce projet grâce à ses ressources humaines, elle a fortement appuyé cette réalisation ».

D'ailleurs, il y a des parties pour lesquelles il fallait prendre uniquement des techniciens de l'UCAD, car le niveau de formation nécessaire sur ces différentes spécialités n'était disponible qu'à l'ESP. «Finalement, on s'est retrouvé avec des formations intermédiaires d'ingénieurs et de techniciens qui n'existaient qu'à l'UCAD », précise l'enseignant Ahmath Bamba Mbacké. Selon ce dernier, dans le futur, l'UCAD doit pouvoir contribuer fortement dans la fabrication de satellite, parce que disposant de laboratoires de physique, de chimie, de départements d'ingénierie...

https://www.seneweb.com/news/Education/l-rsquo-ucad-au-c-oelig-u-r-du-premier-sa_n_448936.html#google_vignette

Le Pr Diomaye Faye veut un enseignement supérieur et la recherche transformé



L'enseignement supérieur du Sénégal subira une transformation majeure. Telle est la volonté du président de la République qui a dessiné les futurs contours de l'enseignement supérieur et la recherche du Sénégal dans les années à venir

L'enseignement supérieur du Sénégal subira une transformation majeure. Telle est la volonté du président de la République qui a dessiné les futurs contours de l'enseignement supérieur et la recherche du Sénégal dans les années à venir.

Le président de la République a parlé en conseil des ministres de ce mercredi 28 août, du processus inclusif de transformation de notre système d'enseignement supérieur et de recherche. Il a signalé la nécessité d'une évaluation prospective des réformes et programmes issus des décisions des concertations nationales sur l'avenir de l'Enseignement supérieur d'août 2013. Il s'agit, à partir de cet exercice d'introspection, de repenser en profondeur la politique nationale d'enseignement supérieur, sur la base des résultats et performances du système éducatif national dans sa globalité selon le communiqué de presse du Conseil des ministres. Le Chef de l'Etat a abordé les questions liées aux enjeux, défis et besoins économiques et sociaux majeurs auxquels fait face notre Nation, ainsi que l'urgence de professionnaliser les formations afin d'adapter notre système d'enseignement supérieur au monde de l'emploi. Ainsi, a-t-il demandé au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'engager sans délai avec les ministères et acteurs concernés, l'élaboration consensuelle et consolidée d'une stratégie nationale de développement de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Ambassade de France : des étudiants sénégalais déplorent la lenteur dans le traitement des visa



L' inquiétude ne cesse de gagner des étudiants qui rêvent de poursuivre leurs études en France. Ils rencontrent toutes les personnes du monde pour obtenir le visa alors que la rentrée académique en France pointe à l'horizon.

«Dans un contexte où l'éducation supérieure est cruciale pour notre développement personnel et professionnel, nous, étudiants sénégalais, nous retrouvons aujourd'hui dans une situation d'incertitudes», se désolent-ils.

Ces derniers rappellent que beaucoup d'entre eux, depuis le début du mois de juin, ont soumis leurs demandes de visa étudiant auprès de l'Ambassade de France au Sénégal. Et qu'à quelques jours de la rentrée universitaire le 2 septembre, beaucoup de demandes ne sont pas traitées.

Cette lenteur clament-ils «nous plonge dans une profonde détresse, d'autant plus que certaines universités françaises n'acceptent aucun retard. Certains d'entre nous ont même effectué des Attestations de Virements Irrévocables (AVI) en préparation de leur départ, mais malgré ces efforts, nos demandes de visa restent en suspens».

Les concernés disent être nombreux à vivre cette situation et appellent l'Ambassade de France au Sénégal et les autorités compétentes à «agir pour régler cette situation».

[Focus] La crise de la presse vue par les étudiants en journalisme



Début août, Mamadou Ibra Kane annonçait la suspension de publication des journaux sportifs « Stades » et « Sunu Lamb ». Depuis, ces journaux créés respectivement en 2003 et 2004 ont disparu des étals des vendeurs de journaux. Avec cette fermeture « ce sont malheureusement 20 journalistes et techniciens des médias qui ont perdu leurs emplois depuis le 31 juillet 2024 » selon le directeur de publication des quotidiens cités. Ces événements arrivent dans un contexte où le secteur fait face à une pression multiforme sur les entreprises de presse : environnement économique morose et pressions fiscales. Sur la question de l'environnement économique, les apprenants en journalisme, suivent de très près la situation des entreprises de presse sénégalaises.

Interrogés sur la question, nombreux d'entre eux sont inquiets de leur avenir professionnel. En effet, l'exercice du métier de journalisme se révèle plein de désillusions pour ces futurs entrants dans la profession au point que certains, comme Khoudia Diop, regrettent déjà leur choix de la filière. L'étudiante en licence 3 à L'Enseignement Supérieur de la Gestion des Finances et de L'Administration (Ensup Afrique) se dit désabusée :

« Je regrette parce que la façon dont le journalisme s'effectue au Sénégal n'est pas si professionnel que ça par rapport aux autres pays ». Sokhna Aminata Diop abonde dans le même sens. « Cette crise m'a fait regretter d'avoir choisi le journalisme. Je vois des connaissances qui exercent déjà et me racontent leur calvaire. Je ne veux même pas durer dans la pratique du journalisme. Ce que je vois avec la presse sénégalaise ne donne envie à personne de devenir journaliste », dit l'étudiante

14e édition de l'université des Ressources Humaines : les dirigeants d'entreprises exhortés à s'approprier l'IA



Les Directeurs des Ressources Humaines issus de différents secteurs d'activités ont été exhortés à embrasser les aspects de l'Intelligence Artificielle pour parfaire leur performance dans l'exécution de leur mission.

C'était ce jeudi 29 août 2024 à l'ouverture de la 14e édition de l'université des Ressources Humaines, organisée par l'Association des professionnels de Ressources Humaines de Côte d'Ivoire (APRHCI), dirigée par Sylla Alhoucène.

Placée sous le thème "gestion des Ressources Humaines pour une entreprise performante dans un contexte de révolution numérique", cette édition se déroule dans la ville balnéaire de Jacqueville du 29 au 31 août prochain.

A cette occasion, le représentant du ministre de la transition numérique et de la digitalisation et parrain de l'événement, le Drh Alain Komenan, a demandé aux professionnels des Ressources Humaines d'entamer les nouvelles procédures en terme de révolution numérique pour espérer être plus efficace sur le terrain.

"De nos jours nous vivons une époque de transformation accélérée où la technologie bouleverse non seulement les modèles économiques, mais aussi les pratiques managériales et la gestion des talents. Cette révolution numérique marquée par l'Intelligence Artificielle, le Big Data, le télétravail, l'automatisation et bien d'autres redéfinit le rôle des Ressources Humaines au sein de l'entreprise. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de gérer le capital humain, mais il s'agit aussi et surtout de réinventer la manière dont nous attirons, développons, motivons et fidélisons les talents", a-t-il mentionné.

Poursuivant, Alain Komenan a insisté sur l'appropriation de l'IA, ce qui permettra, selon lui, d'agir en toute efficacité afin de multiplier leurs différents chiffres d'affaires.

"Les entreprises performantes de demain seront celles qui auront su intégrer la dimension numérique dans leur gestion des Ressources Humaines. Pour cela, il est crucial de placer l'humain au cœur de cette transformation.

<https://news.abidjan.net/articles/733985/14e-edition-de-luniversite-des-ressources-humaines-les-dirigeants-dentreprises-exhortes-a-sapproprier-lintelligence-artificielle>

Congo/Education: Signature d'un protocole d'accord pour le renforcement de l'insertion professionnelle des étudiants



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique et l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) ont signé, le 26 août à Brazzaville, un protocole d'accord visant à renforcer l'insertion professionnelle des étudiants congolais.

La ministre en charge de l'Enseignement supérieur, le Pr Delphine Edith Emmanuel, et le président de l'Unicongo, M. Michel Djombo ont paraphé ce protocole d'accord dont le but est de rapprocher le monde académique et le secteur privé.

D'une durée de trois ans, ce protocole prévoit plusieurs axes de coopération, notamment la sensibilisation des étudiants aux réalités professionnelles, la promotion de l'entrepreneuriat et l'amélioration des compétences des formateurs universitaires.

Pour Mme Emmanuel, cet accord est un premier pas vers la résolution des problèmes d'insertion professionnelle des étudiants. « Nous sommes conscients que ce problème ne sera pas entièrement résolu, mais l'histoire des sociétés humaines montre que le secteur privé est un moteur important du développement d'un pays.

À travers ce partenariat, l'Unicongo s'engage à soutenir le ministère en mobilisant ses membres pour faciliter les contacts entre entreprises et étudiants, ainsi qu'en fournissant des modules de formation. « Nous sommes déterminés à avancer ensemble et à développer des solutions pour que la jeunesse ne se sente pas isolée, mais puisse trouver le chemin pour réussir », a souligné M. Djombo des

Un professeur de l'Université Laval reçoit 7 M\$ pour réduire l'utilisation d'insecticides au pays



Edel Pérez-López dirige le projet LeafHope, financé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, et s'attaque aux cicadelles. Le professeur Edel Pérez-López, de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, reçoit 7 098 990\$ dans le cadre du programme CRSNG Alliance – Initiative de recherche en agriculture durable. Cette subvention permettra de mettre au point des méthodes pour réduire l'utilisation d'insecticides synthétiques.

Le projet LeafHope s'intéresse aux cicadelles, de petits insectes vecteurs de maladies végétales. Ces ravageurs endommagent plusieurs cultures à travers le pays, dont le canola, la fraise et le bleuet. « Ces cultures, qui représentent collectivement une valeur annuelle de 31 milliards de dollars, dépendent fortement des insecticides, ce qui contribue aux émissions de gaz à effet de serre et à la contamination des eaux souterraines », rapporte le professeur Edel Pérez-López, qui souligne l'importance de trouver des solutions de rechange durables aux insecticides.

Optimiser, remplacer et implanter
Pendant quatre ans, les scientifiques affiliés au projet travailleront en parallèle sur trois objectifs: optimiser l'utilisation des insecticides, trouver des solutions écologiques de remplacement et implanter et généraliser les bonnes pratiques dans les champs. Pour ce faire, ils collaboreront directement avec 140 agriculteurs, 8 associations de producteurs à travers le Canada, le Réseau québécois de recherche en agriculture durable (RQRAD), le Conseil canadien du canola, BASF Canada et Anatis Bioprotection.

L'Université Concordia rapporte une baisse de 30% des inscriptions



L'une des trois universités anglophones du Québec rapporte une baisse de près de 30 % des inscriptions d'étudiants de l'extérieur de la province à la suite d'une hausse controversée des frais de scolarité, annoncée l'an dernier par le gouvernement provincial.

Le recteur de l'Université Concordia a prévenu mercredi que la baisse des nouvelles inscriptions aura un impact majeur sur l'institution et qu'elle est « clairement » liée à la décision du gouvernement d'augmenter de 30 % les frais de scolarité des étudiants de l'extérieur de la province.

« Nous n'avons jamais rien vu de tel, a déploré Graham Carr lors d'une entrevue. Évidemment, pour l'université, c'est très problématique en termes d'impact sur notre financement. »

Concordia affirme que les inscriptions de l'extérieur de la province ont diminué de 28 % cette année, tandis que les nouvelles inscriptions d'étudiants internationaux ont chuté de 11 %. Cette baisse « nous coûtera environ 15 millions de dollars en revenus que nous aurions autrement espéré obtenir », a calculé M. Carr.

Ce coup dur se fera sentir pendant plusieurs années, a ajouté M. Carr, puisque les étudiants passent généralement quatre ans à terminer un diplôme de premier cycle.

En octobre dernier, le gouvernement de la Coalition avenir Québec a annoncé son intention de presque doubler les frais de scolarité pour les étudiants de l'extérieur de la province, de 9000 \$ à 17 000 \$, dans le but de protéger la langue française au Québec. La province a supposé qu'en augmentant les frais de scolarité, moins d'étudiants s'inscriraient et qu'il y aurait donc moins d'anglophones au centre-ville de Montréal.